

lundi 9 mars 2020

Sous le coronavirus, la contestation couve toujours

« Notre système de santé est prêt et notre vigilance est au plus haut niveau. » Contre le coronavirus, le ministre de la Santé Olivier Véran a visiblement choisi l'arme de l'antiphrase et de l'humour involontaire, bien que le sujet ne prête pas à rire. Que le système de santé ne soit précisément pas prêt à gérer une épidémie comme celle-ci, faute de moyens et de personnels, c'est précisément ce que dénoncent depuis bientôt un an les hospitaliers qui ont encore battu le pavé le 14 février dernier.

Qui va payer la facture ?

Vendredi soir, le gouvernement a activé les « plans blancs » dans tous les hôpitaux. Seraient-ce enfin les moyens tant attendus ? Même pas ! Car ces plans permettent surtout de réquisitionner les personnels en repos et de trier les patients, en déprogrammant les soins pour les maladies « moins urgentes ». Il faudra donc gérer l'afflux de patients à budget quasi-constant.

Les patrons dont les affaires vont être perturbées par la maladie font d'ores et déjà savoir que ce sont les travailleurs qui vont payer la facture. À Air France, la direction pousse les salariés à prendre des congés sans solde ou à anticiper leurs vacances et a déjà annoncé le gel des embauches. Une compagnie suédoise, SAS, donne déjà dans le chômage technique.

Le gouvernement français vient de « décréter l'état d'urgence économique » avec des mesures en faveur des entreprises (étalement du paiement des impôts et cotisations sociales, facilitation des crédits de trésorerie, etc.). Mais qu'a-t-il prévu pour contraindre les patrons à payer intégralement les salariés confinés chez eux ? Pour geler les licenciements et les suppressions d'emplois ?

« On dit stop ! On se lève et on se bat »

Macron, qui s'affiche beaucoup depuis quelques jours – sans plus serrer de mains, de peur d'être contaminé ! –, a réuni jeudi après-midi des chercheurs spécialisés. Le même jour, 8 600 chercheurs et étudiants manifestaient à Paris contre la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)

qui va aggraver le manque de moyens dans ce domaine. À cette occasion, un scientifique qui travaille depuis 17 ans sur le coronavirus admettait que « la majorité des projets qu'on avait sur le virus était en stand-by, en partie à cause de problèmes de financement ». Dans les laboratoires comme à l'hôpital, la même austérité produit les mêmes effets : faute de moyens, l'épidémie pourrait vite se transformer en crise sanitaire.

Donc la contestation couve toujours. La semaine dernière, des lycéens se sont encore mobilisés contre la tenue des nouvelles épreuves du bac, les E3C, obtenant parfois le report. Et les cortèges de samedi soir et de dimanche pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes étaient plus fournis et plus jeunes que d'habitude.

Mais à chaque fois, le gouvernement répond par la matraque et les gaz lacrymogènes, que ce soit contre les lycéens ou contre celles (et ceux !) qui manifestaient samedi soir dernier à Paris.

Macron et ses larbins ne sont pour rien dans l'épidémie de coronavirus, mais ils espèrent bien qu'elle étouffe les braises toujours chaudes de la colère sociale. C'est ainsi que le Premier ministre a fait passer en douce son 49.3. Mais attention à l'effet boomerang. Les raisons de cette colère n'ont pas disparu et les occasions de se faire plus qu'entendre non plus ! Un vent de remise en cause du système capitaliste souffle dans le pays, au moins aussi contagieux qu'un virus...

VIOLENCES POLIÉRIERES
LA VEILLE DE LA JOURNÉE
DES FEMMES.



Le virus du profit...

PSA vient d'annoncer de nouveaux bénéfiques records, soit 3,584 milliards d'euros. Les commentateurs font les étonnés, mais nous, on sait bien quelle est la cause de ce « succès » : des salaires bloqués pour les ouvriers, des usines qui ferment et des milliers de postes supprimés partout, à coup de départs prétendument « volontaires ».

Les rois de l'intox

PSA veut faire croire au grand public qu'elle remercie généreusement ses salariés après les bons résultats communiqués. Mais elle additionne les 600 € de prime « gilets jaunes » avec la prime d'intéressement, pour obtenir les 4100 € bruts annoncés. La prime d'intéressement est donc de 3164 € net pour un temps de présence maximal, sans maladies ni grèves. Et il faudrait dire « merci patron ! » ? Plutôt 300 € supplémentaires pour tous chaque mois sur la feuille de paye !

Absurde et inhumain

Désormais les chauffeurs ont interdiction d'accéder aux toilettes et aux cafèts' dans l'usine. Après avoir fait des heures de route, ils sont confinés dans leur cabine... Ils doivent débâcher, poser leurs documents sur une table sur la piste, et remonter dans leur camion. La direction a placardé ces consignes en 4 langues à leur intention. Pendant ce temps, nous continuons à venir travailler, bien souvent en métro, et à l'heure où le Covid 19 se répand en France, le risque de propagation ne vient pas que des chauffeurs étrangers !

Propagande et ... propagation

La direction accumule imprécisions et absurdités dans sa communication sur le Covid 19. Sur les consignes affichées dans l'usine, « Coronavirus, les bons gestes », elle conseille d'appeler son médecin, alors que le gouvernement a mis en place un numéro vert et demande d'appeler le 15. Les ateliers avec Altedia ont été annulés, alors que les briefings continuent avec pour seul impératif « de ne pas durer trop longtemps »... Tout cela n'a aucun sens.

PSA est très efficace pour nous annoncer les mesures pour nous faire quitter l'usine, pour ce qui est des mesures sanitaires, c'est une autre paire de manches. Ça s'appelle être malade du profit, sans doute.

Le gouvernement célèbre la journée internationale des droits des femmes à sa façon

Samedi 7 mars au soir à Paris, alors que des femmes manifestaient contre – entre autres – les violences faites aux femmes, la police est intervenue

avec violence : nassage, gazages, des femmes entraînées de force dans le métro et 9 arrestations !

Ces violences policières sont devenues monnaie courante depuis la répression qui s'est abattue sur le mouvement des Gilets Jaunes. Car il s'agit non de bavures mais bien d'une politique, d'une violence d'État contre les mouvements sociaux et les classes populaires.

Guerre à Idlib, chasse aux migrants en Europe : un monde à vomir

Des migrants accueillis à la frontière grecque à coup de gaz lacrymogènes et repoussés au-delà des barbelés, une marine qui tire autour des embarcations de fortunes pour les obliger à faire demi-tour ou à chavirer : la chasse aux portes de l'Europe à des hommes, femmes et enfants qui fuient la misère et les guerres du Moyen Orient a repris de plus belle.

Les gouvernements européens versent des subventions à la Turquie pour qu'elle parque les migrants dans des camps et leur coupe la route vers l'Europe. Mais la guerre a repris dans la région d'Idlib, en Syrie, où l'armée turque d'un côté, les troupes du dictateur syrien épaulé par la Russie de l'autre, se disputent le contrôle de la région. Erdoğan fait le chantage auprès de ses amis d'Europe occidentale pour qu'ils soutiennent sa guerre, faute de quoi il se débarrassera des migrants en leur ouvrant les portes de l'Europe.

Inutile de dire que les patrons des grands trusts, comme Renault ou Bosch, qui exploitent dans leurs usines de Turquie une main d'œuvre à bon marché ne peuvent être que sensibles au chantage d'Erdoğan. Quant à Macron, qui en ce moment même, pour chasser les voix sur le terrain de Marine Le Pen, intensifie sa chasse aux migrants, il est prêt à soutenir tous les crimes, aussi bien ceux de l'armée turque que ceux de la police grecque ou la marine de Frontex.

Le 15 mars, votez pour les listes d'extrême-gauche !

La véritable opposition au gouvernement de Macron et Philippe, c'est celle des travailleurs en lutte. Elle s'est exprimée par la grève et dans les manifestations, dans le mouvement des Gilets jaunes comme dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Aux élections municipales du 15 mars, des listes d'extrême-gauche, présentées par le NPA ou par LO, porteront la voix des travailleurs et de leurs combats dans quelques centaines de villes du pays. Voter pour les listes du NPA là où elles se présentent ou voter pour les listes de Lutte Ouvrière, c'est exprimer sans ambiguïté son opposition à Macron et à son gouvernement au service du capitalisme.